

IMMIGRATION : UNE POLITIQUE INCOHÉRENTE, UN CLIMAT DÉLÉTÈRE

« Si je suis élu, je conforterai la politique d'immigration choisie que j'ai engagée en tant que ministre de l'Intérieur. J'instaurerai de plafonds annuels d'immigration. J'ai proposé la création d'un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, car l'intégration passe par le partage de notre culture autant que par son enrichissement. »
(programme de campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy)

Avant d'être élu président de la République, le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy avait initié trois lois sur l'immigration en moins de cinq ans, déstructurant en profondeur le droit de l'immigration en France.

Résultat en 2008 : aucune régulation des flux et explosion du nombre de sans papiers dans notre pays. En coupant toutes les voies de régularisation et de regroupement familial, la législation transforme des immigrés réguliers en sans papiers.

L'absence de dispositif législatif cohérent et efficace entraîne pour l'administration une augmentation considérable du nombre de dossiers à traiter, et ceci, sans ligne directrice. Entre les différentes préfectures, logique d'arbitraire et inégalités de traitement règnent en maîtres.

Les objectifs fixés de reconduite à la frontière des émigrés sans papiers font peser une pression énorme sur les administrations et les forces de l'ordre et entraînent

une multiplication de drames : suicides, tensions dans les centres de rétention...

Contrairement à ses engagements, Nicolas Sarkozy n'a nullement initié une nouvelle politique d'immigration fondée sur le travail, malgré la signature d'une convention avec le Gabon.

La crise des grévistes sans papiers, qui trouve son fondement dans la circulaire de Brice Hortefeux de janvier 2008, démontre que le gouvernement est dans une incohérence complète.

Un an près, il apparaît que la politique gouvernementale est plus à droite et moins cohérente encore que celle du gouvernement précédent.

Alors que Nicolas Sarkozy a fait de l'immigration un des thèmes de la présidence française de l'Union Européenne, notre pays, de fait, est celui où la politique migratoire est la plus mal gérée.

